



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

## CONTENU

---

### Relations américano-européennes

|   |   |
|---|---|
| Le biodiesel américain : l'Europe se protège? ..... | 1 |
| L'amendement <i>Bunning</i> .....                   | 2 |

### Politique commerciale américaine

|  |   |
|--|---|
| L'agenda commercial d'Obama .....                                  | 3 |
| Le <i>Buy American</i> inquiète la communauté internationale ..... | 4 |

|   |   |
|---|---|
| Études économiques et articles connexes ..... | 6 |
|---|---|

---

## Relations américano-européennes

### ***Le biodiesel américain : l'Europe se protège?***

Cette semaine, le Conseil Européen des ministres a informellement voté six mois d'application de mesures *antidumping* et compensatoires sous forme de droits de douane sur les importations du biodiesel américain. Sur les 27 États membres de l'Union Européenne (UE), 20 se sont dit plus en faveur des mesures compensatoires tandis que 17 se sont dit plus en faveur des *antidumping*.

Les droits de douane sous forme de mesures *antidumping* vont de € 2.3 pour 100 kilogrammes à € 19.6 pour 100 kilogrammes tandis que les droits sous forme de mesures compensatoires vont de € 21.4 pour 100 kilogrammes à € 26.7 pour 100 kilogrammes. Cette décision, qui fut prise suite à une plainte du *European Biodiesel Board*, sera publiée dans le Journal officiel de l'UE le 13 mars prochain. Par ailleurs, la Commission Européenne n'a pas encore terminé son enquête à cet égard. Ce qui veut dire que la décision du Conseil Européen des ministres n'est que préliminaire. Si l'enquête devait révéler de plus amples violations américaines, des droits de douane pourraient être imposés pour une période de plus de cinq ans.

La vice-présidente du *Federal Affairs for the National Biodiesel Board* (NBB), Manning Feraci, a déclaré que le NBB continuera à contester les allégations européennes à l'effet que le biodiesel américain est exporté sous forme de *dumping* en Europe. Le NBB pourrait également porter le litige devant l'organe de règlement des différends de l'OMC : « The European industry is not being harmed by U.S. competition. In fact, the European Commission has before it data demonstrating that key European biodiesel companies are doing quite well. And for those companies that are faring poorly, it is factors not related to U.S competition. » Selon Feraci, la différence de performance entre l'industrie européenne du biodiesel et celle des États-Unis s'explique plutôt par des problèmes inhérents à l'Union, notamment la mauvaise gestion d'entreprise:



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

« Bad business models; high feedstock costs; and detrimental changes in EU member state policy are the causes. »

*Source: Inside US Trade, « EU Clears Way For Antidumping, Antisubsidy Duties On U.S. Biodiesel », March 6, 2009 - Vol. 27, No. 9, p. 12.*

### **L'amendement Bunning**

Cette semaine, les hautes instances du Sénat se sont rencontrées pour discuter d'un éventuel vote sur les amendements républicains à l'*Omnibus Appropriations Act of 2009*. Le problème est qu'un des amendements, si voté, pourrait avoir de graves répercussions sur les relations commerciales américano-européennes. L'amendement, promu par le Sénateur républicain Jim Bunning, obligerait le secrétariat du Sénat à inscrire sur une liste, les noms des firmes américaines investissant dans le secteur énergétique iranien. Sur ce point, la loi américaine d'Amato — votée en 1996 — est simple : toutes firmes, qu'elles soient américaines ou pas, investissant plus de \$20 millions dans le secteur énergétique iranien, feront l'objet de sanctions de la part des États-Unis. Jusqu'à maintenant, la loi a su exclure l'Iran des investissements directs des grandes firmes américaines, mais elle ne s'applique pas à l'extérieur des États-Unis. En effet, l'EU s'est fortement opposé à l'application extraterritoriale de cette loi. Ainsi, la loi ne permet pas d'identifier les firmes investissant en Iran et elle permet au Président des États-Unis de lever les sanctions à tout moment. Dès lors, l'amendement de Bunning propose d'identifier précisément les firmes qui investissent en Iran, ce qui aurait pour conséquence d'isoler de plus belle l'Iran des marchés énergétiques occidentaux, de refroidir les relations avec l'UE et enfin, d'inciter Téhéran à se rapprocher de Moscou et de Beijing. L'Iran, rappelons-le, demeure le principal fournisseur de pétrole de la Chine au Moyen-Orient et un pivot géopolitique pour la Russie dans cette région.

À la page 942, entre les lignes 14 et 15 (sec. 7093), Bunning propose d'ajouter la disposition suivante :

None of the amounts appropriated or otherwise made available by this Act may be made available for the Department of State until the Secretary of State, in consultation with the Secretary of the Treasury, submits to Congress a report on investments by foreign companies in the energy sector of Iran since the date of the enactment of the Iran Sanctions Act. The report shall include the status of any United States investigations of companies that may have violated the Iran Sanctions Act, including explanations of why the Department of State has not made a determination of whether any such investment constitutes a violation of such Act.

*Source: Inside US Trade, « Bunning Amendment On Iran Could Impact U.S.-EU Trade Relations », March 8, 2009 - Vol. 27, No. 10.*



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

## Politique commerciale américaine

### *L'agenda commercial d'Obama*

Dans un document intitulé, 2009 Trade policy agenda, la nouvelle administration fait état de ses bonnes intentions face à la signature d'accords de libre-échange avec le Panama, la Colombie et la Corée du Sud. L'administration Obama espère d'abord, que l'accord avec le Panama soit conclu rapidement et désire ensuite, faire avancer les négociations des accords avec la Colombie et avec la Corée par l'entremise d'un « plan d'action » spécifique : « [The administration] will promptly, but responsibly, address the issues surrounding the Colombia, Korea and Panama Free Trade Agreements, » a déclaré le Bureau du représentant américain au commerce (USTR). En insistant sur le Panama, l'administration Obama va à l'encontre de la décision de l'administration W. Bush de faire passer au vote l'accord avec la Colombie en premier, d'autant qu'il fût signé avant celui avec le Panama. Cela dit, l'accord avec le Panama suscite moins de controverse aux États-Unis que celui avec la Colombie, qui rappelons-le, se heurte à de fortes oppositions démocrates, notamment en ce qui concerne la violence sociale et le non-respect des normes du travail dans ce pays. De plus, mettre en attente l'accord avec la Colombie en proposant d'établir un véritable plan d'action avant de passer au vote permet de répondre aux objections des républicains qui accusent les démocrates de « bloquer » le processus légal menant à un vote sur cet accord controversé.

L'agenda commercial présidentiel semble opter pour une approche plus ferme que celle de George W. Bush sous qui, plusieurs accords furent signés, mais pas tous ratifiés : « The Bush administration has left a legacy of numerous pending agreements and negotiations. We will conduct extensive outreach and discourse with the public on whether these agreements appropriately advance the interests of the United States and our trading partners. »

En outre, la nouvelle administration se démarque de l'ancienne en soulignant l'importance du respect des normes du travail dans tous les accords commerciaux bilatéraux, y compris ceux déjà conclus : « We shall also review the implementation of our Free Trade Agreements and bilateral investment treaties (BITs) to ensure that they advance the public interest. » L'agenda commercial révèle également l'intention d'Obama de clarifier avec le Congrès les limites de l'autorité pour la promotion des échanges — *Fast Track* — et la façon dont son administration s'en servira en évaluant les priorités.

Sur la question de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), l'agenda réitère le message de l'administration Obama à l'effet que l'ajout de dispositions sur le travail et l'environnement n'aura pas d'effets pervers sur les relations commerciales américaines et que rien ne se fera



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

sans l'aval du Canada et du Mexique. Le but est d'améliorer l'accord et non pas d'y nuire.

Sur la question du Cycle de Doha, l'administration veut qu'un accord sur l'accès aux marchés — *market-opening agreement* — avec les pays en voie de développement soit conclu le plus vite possible pour pallier la crise économique mondiale. Cela dit, elle désire corriger les déséquilibres dans les négociation, un enjeu soulevé par d'importantes associations industrielles et agricoles américaines qui jugent les négociations en cours comme étant injustes à leur égard : « However it will be necessary to correct the imbalance in the current negotiations in which the value of what the United States would be expected to give is well-known and easily calculable, whereas the broad flexibilities available to others leaves unclear the value of new opportunities for our workers, farmers, ranchers, and businesses.

Sur la question du changement climatique, l'administration se veut critique face à la politique de George W. Bush et propose que la politique commerciale américaine soit utilisée afin de répondre à ce défi d'une importance internationale. Il s'agit de trouver un moyen d'harmoniser les politiques climatiques et commerciales. Autrement dit, il s'agit de faire en sorte que la lutte contre le changement climatique n'affecte pas négativement les obligations commerciales américaines : « [W]e also should be creative and firm in assuring that trade rules do not block us from tackling this critical environmental task. »

Enfin, sur la question des tarifs préférentiels, l'agenda souligne l'importance d'un renouvellement et d'une réforme des programmes sur les préférences commerciales de façon à ce que les bénéfices soient plus directement octroyés aux pays pauvres.

Pour lire l'agenda commercial présidentiel, voir :

[http://www.ustr.gov/Document\\_Library/Reports\\_Publications/2009/2009\\_Trade\\_Policy\\_Agenda/Section\\_Index.html](http://www.ustr.gov/Document_Library/Reports_Publications/2009/2009_Trade_Policy_Agenda/Section_Index.html)

Source: *Inside US Trade*, « Obama Trade Agenda Signals Panama FTA First, Tough Doha Stance », March 2, 2009 - Vol. 27, No. 9.

### **Le Buy American inquiète la communauté internationale**

Les pays signataires du *World Trade Organization's Government Procurement Agreement* (GPA) ont demandé aux États-Unis de leur expliquer concrètement comment ils entendent appliquer les dispositions *Buy American* dans *le Economic Recovery Act of 2009*. Le but est de savoir s'il existe des intérêts spéciaux derrière le *Buy American*. Parmi les parties questionnant les États-Unis figurent : L'Union Européenne (UE), la Suisse, la Norvège, le Japon, le Canada et Israël.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

Les questions les plus fermes furent posées par l'UE. En effet, les hautes instances de Bruxelles doutent que de telles dispositions puissent être appliquées tout en respectant les obligations internationales américaines sous le GPA. Les États-Unis ont tenté tant bien que mal de rassurer ses partenaires commerciaux qu'ils respecteront leurs engagements en employant un langage juridique spécifique dans la législation garantissant que l'application des dispositions *Buy American* soit consistante avec les obligations politico-commerciales américaines. Sur ce point, l'UE a rétorqué que ce genre de langage ne garantissait que le respect du strict minimum des obligations américaines. L'Europe dénonce cette mesure dite de « relance économique » en soulignant qu'elle aussi est touchée par la crise globale, mais que cela ne lui donne pas pour autant le droit de mettre en œuvre des mesures passibles de nuire au commerce. Plus encore, l'Europe a demandé aux États-Unis ce qu'ils penseraient si l'UE mettait en œuvre des dispositions *Buy European*. Aussi l'UE a-t-elle demandé plus de précisions quant à la façon dont les États-Unis appliqueront les obligations du GPA et quant à la définition des termes « produit aux États-Unis » et « produits manufacturés » qui se trouvent dans la législation. Enfin, l'UE s'est plaint qu'il manquait des précisions relativement au mécanisme de « dispense » — *waiver*. À cet égard, les États-Unis ont avoué ne pas être en mesure de définir clairement les termes en question ni d'expliquer sous quelles conditions une dispense des règles du *Buy American* pourrait s'appliquer. Cela dit, les États-Unis ont promis qu'ils apporteront bientôt des précisions à ces règles. Ils ont confirmé par ailleurs qu'une partie des fonds fédéraux servant à acheter — *federal procurement* — des matières premières étrangères, notamment l'acier et le fer, serviront désormais à acheter des matières premières *nationales*. En effet, plus de 14 États américains pourront dépenser leurs fonds reçus du fédéral en « contournant » les obligations internationales américaines, car ils n'ont jamais souscrits au GPA. Selon les hautes instances politiques américaines, il ne s'agit pas de protectionnisme. Certes, les fonds qui serviront à financer des projets dans ces États proviendront du fédéral, mais sous formes de prêts ou de subventions et pour Washington, ces types de fonds n'entrent pas dans la catégorie *federal procurement*. Autrement dit, donner des fonds à un État qui n'a pas souscrit au GPA ne constitue pas un acte de violation du GPA à proprement parler. L'argument américain se fonde sous le fameux principe de l'union républicaine constitutionnelle.

En nous basant sur la législation américaine en vigueur, notamment les règlements de 1982 du Département du Transport, le terme *produced in the U.S* signifierait qu'un produit comme l'acier doit être fondu et versé — *melted and poured* — aux États-Unis. Le terme *manufactured goods* fait référence aux grands travaux publics comme les aéroports, les ponts, les autoroutes et autres structures. Toute fois, il nous est impossible de savoir si les mêmes définitions s'appliqueront dans le *Economic Recovery Act of 2009*. À cet égard, ce que l'UE craint est l'application d'une définition plus large permettant à d'autres produits que l'acier d'être couverts par les dispositions *Buy American*. En ce qui concerne



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

le mécanisme de dispense, la réglementation du Département du Transport indique que dans le cas d'une rupture d'approvisionnements à l'interne, d'un intérêt public à importer des matières étrangères ou encore d'une grande différence de prix de 25% entre de l'acier américain et de l'acier importé, une dispense à la règle peut s'appliquer.

Enfin, pour sa part, la Suisse a demandé aux États-Unis de ne pas prendre des mesures unilatérales, surtout pas en temps de récession globale. La Norvège a tenu à rappeler aux pays signataires du GPA qu'ils se devaient de respecter leurs engagements. Le Japon a demandé un suivi de la mise en œuvre des dispositions *Buy American* dans le but de combattre le protectionnisme. Le Canada a simplement déclaré que des marchés ouverts étaient nécessaires pour vaincre la tempête économique.

Source: *Inside US Trade*, « GPA Signatories Question U.S. On 'Buy American' Implementation » March 6, 2009 - Vol. 27, No. 9, p. 5-6.

---

### **Études économiques et articles connexes**

*-The WTO and the Emerging Protectionist Threats?*

Aaditya Mattoo, World Bank et Arvind Subramanian, Peterson Institute and Center for Global Development. [En ligne]:

[http://nftc.contentactive.com/default/Trade%20Policy/WITA\\_feb\\_19\\_2009\\_event.ppt](http://nftc.contentactive.com/default/Trade%20Policy/WITA_feb_19_2009_event.ppt)

*-From Doha to the Next Bretton Woods: A New Multilateral Trade Agenda*

Aaditya Mattoo et Arvind Subramanian, Council on Foreign Relations. [En ligne]:

<http://www.foreignaffairs.org/20090101faessay88102/aaditya-mattoo-arvind-subramanian/from-doha-to-the-next-bretton-woods.html>

*-U.S. Trade Policy in Transition*

Robert McMahon, Council on Foreign Relations. [En ligne]:

[http://www.cfr.org/publication/17859/us\\_trade\\_policy\\_in\\_transition.html](http://www.cfr.org/publication/17859/us_trade_policy_in_transition.html)

*-Free Trade: The Fairest Trade Policy for America*

Daniella Markheim, Heritage Foundation. [En ligne]:

<http://www.heritage.org/Research/tradeandeconomicfreedom/wm2169.cfm>

*-Structuring a Green Recovery: Evaluating Policy Options for an Economic Stimulus Package.*

Trevor Houser, Peterson Institute for International Economics. [En ligne]:

<http://www.petersoninstitute.org/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1093>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 mars 2009

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -  
ceim@uqam.ca

